



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - RS

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SOCIETE  
TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION de respecter les  
prescriptions des articles 43-2-2 et 22-9 de l'arrêté  
ministériel du 3 octobre 2010, ainsi que la disposition  
de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995  
pour son établissement situé à LESQUIN.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1995 accordant à la société TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION, dont le siège social est situé 24 Cours Michelet – La Défense 10 – 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX, l'autorisation d'exploiter une nouvelle installation de stockage et de distribution de carburant destiné à l'avitaillement des avions sur le territoire de la commune de FRETIN ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement par intérim en date du 3 octobre 2014 ;

Considérant l'inobservation des prescriptions des articles 43-2-2 « Sollicitation des moyens des Services d'Incendie et de Secours » et 22-9 « Mise en place d'une détection de présence de liquide inflammable » de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 sus-visé ;

Considérant l'inobservation des prescriptions de l'article 12 « Besoins en eau » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 octobre 1995 sus-visé ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société TOTAL RAFFINAGE MARKETING, dont le siège social est situé 24 Cours Michelet "C La Défense 10 "C 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX, est mise en demeure de respecter pour son établissement AIR TOTAL qu'elle exploite à l'adresse suivante : Aérogare de Fret "C 59817 LESQUIN, les dispositions des articles 43-2-2 et 22-9 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de l'article 12 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 18/10/1995, dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LESQUIN ,

- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté , énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le 22 OCT 2014

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD

